

Le Pôle de Compétence  
Solvabilité II  
Optimind Winter  
revient sur la directive SII.



#OWETE2015



Téléchargez notre application  
OPTI'NEWS

# TRANSPPOSITION DE LA DIRECTIVE SII EN DROIT FRANÇAIS



L'année 2014 et le début d'année 2015 ont été riches en actualités réglementaires autour de l'entrée en vigueur à venir, au 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la directive européenne Solvabilité II. En effet, suite à la publication du règlement délégué 2015/35 par la Commission européenne le 10 octobre 2014, ce dernier a été définitivement adopté le 17 janvier lors de sa parution au Journal officiel de l'UE, donnant de fait le top départ à la déclinaison en droit local dans les différents pays membres.

## EN BREF //

- Les exigences relatives au système de gouvernance sont globalement stables selon les types d'entreprises. La définition du groupe prudentiel SII est quant à elle précisée concernant les groupements de mutuelles ou d'institutions de prévoyance.
- Les IRP et RPS se voient confirmer une période transitoire allant jusqu'à fin 2019, pendant laquelle leur solvabilité continuera à être déterminée selon les règles actuelles.

## A VENIR //

Le PCow Epargne-Retraite présentera prochainement une synthèse commentée du rapport annuel de la FFSA. De votre côté, malgré des congés éventuels bien mérités, ne nous oubliez pas et retrouvez-nous sur notre application !

En France, cette charge incombait au Trésor, avec le concours des différentes confédérations professionnelles. La transposition, qui a pour objectif la modification du code des assurances, du code de la mutualité et du code de la sécurité sociale, s'est déclinée en 3 textes :

- L'ordonnance 2015-378, parue le 2 avril 2015 et modifiant la partie législative des codes (L) ;
- Le décret 2015-513, paru le 7 mai 2015 et modifiant la partie réglementaire des codes (R) ;
- Un arrêté, paru également le 7 mai 2015 et modifiant la partie, arrêté des codes (A).

Bien que les textes européens soient figés depuis janvier, les nombreux points en suspens spécifiques au marché français conféraient à cette transposition une importance particulière. Aussi, Optimind Winter vous propose dans cette synthèse un récapitulatif des décisions finales en se focalisant sur les sujets les plus attendus : notion de groupe pour les différents types d'organismes, système de gouvernance, reporting narratif et traitement des organismes non-soumis à Solvabilité II et RPS.



## LES MODIFICATIONS IMPACTANT LE CODE DES ASSURANCES

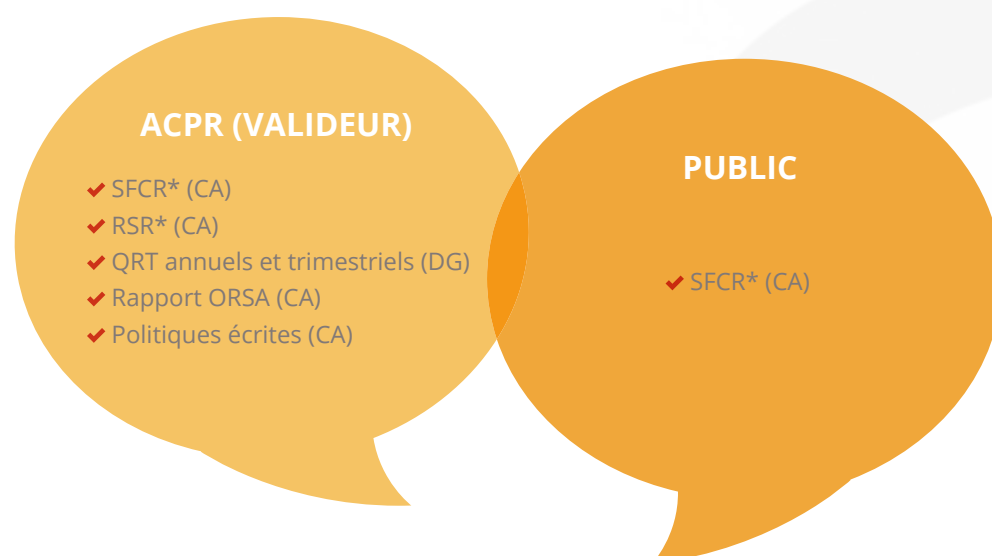
### **Système de gouvernance**

Résumé des exigences nouvelles propres à la mise en place du système de gouvernance pour les organismes assureurs :

- Mise en place des fonctions clés (Fonction actuarielle, Gestion des Risques, Vérification de la Conformité et Audit Interne) ;
- Rédaction et mise en œuvre des politiques écrites :
  - réexamen annuel a minima ;
  - approuvées par le conseil d'administration ou de surveillance.
- Système de gestion des risques :
  - ORSA et contrôle interne ;
  - prise en compte de l'intégralité des risques ;
- sensibilité des Fonds Propres aux hypothèses de calcul et à la prise en compte du *Volatility Adjustment* ;
- vérification du bien-fondé des *ratings* utilisés et évaluations internes.
- Externalisation des fonctions clés et/ou des activités
  - les entreprises conservent l'entière responsabilité du respect des obligations réglementaires ;
  - elles préviennent l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) en amont de leur intention d'externaliser une fonction clé ou une activité.



### **Informations obligatoires à transmettre à l'ACPR et au public (y compris pour les groupes)**



*NB : Le régulateur doit donner son accord en cas de rédaction d'un unique SFCR au niveau groupe.*

\* SFCR : Solvency and Financial Conditions Report  
\* RSR : Regular Supervisory Report

**L'ACPR transmettra certains éléments à l'EIOPA, notamment le montant de capital add-on exigé le cas échéant.**

## Dispositions spécifiques aux groupes

Définition du groupe prudentiel SII :

- Une entreprise « mère » contrôle de manière exclusive une entreprise « filiale », ou exerce une influence dominante sur celle-ci ;
- Une entreprise « mère supérieure » désigne une entreprise mère qui n'est filiale d'aucune autre entreprise ;
- Une entreprise « participante » est une mère, une entreprise détenant une participation (au moins 20 % du droit de vote ou du capital), ou liée à une autre entreprise pas un conseil d'administration composé en majorité des mêmes membres. La contrepartie de l'entreprise participante est l'entreprise « liée » ;
- Un « groupe » est donc l'un des ensembles suivants :
  - 1 participante + X filiales + Y entités liées à la participante ou aux filiales ;
  - ensemble d'entreprises fondé sur des relations

financières fortes et durables, à condition que l'une d'elles (la « mère ») exerce une influence dominante effective et que ces relations soient soumises à l'approbation de l'ACPR.

**« Il est exigé des groupes prudentsiels qu'ils mettent en place un système de gouvernance propre au groupe, comprenant les 4 fonctions clés. »**

La rédaction des politiques écrites et leur mise en œuvre sont exigées au même titre que pour les solos. D'une manière générale, les exigences imposées aux solos sont reprises pour les groupes, avec application néanmoins du principe de proportionnalité.

## Régime prudentiel pour les entreprises ne relevant pas de la directive Solvabilité II

Le traitement applicable aux entreprises qui ne relèvent pas de la directive Solvabilité II est décrit dans la nouvelle version des textes. Les articles L.310-

3-1 et L.310-3-2 définissent dans un premier temps les entreprises soumises et non-soumises :

### SOUMISES

- Entreprises d'assurance disposant d'un agrément pour les activités Vie, Capitalisation, Natalité, Nuptialité, Dommages et Assistance, ainsi que leurs succursales.
- Entreprises avec caducité de l'agrément (tant que les engagements n'ont pas été payés ou transférés), ayant rempli depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et pendant 3 ans consécutifs l'une des conditions suivantes (\*) :
  - Primes brutes annuelles > 5 M€
  - Provisions Techniques brutes de réassurance > 25 M€
  - Appartenance à un groupe
  - L'activité de réassurance dépasse 500 k€ de primes brutes annuelles ou 2,5 M€ de Provisions Techniques
  - L'activité de réassurance représente plus de 10 % de ses primes annuelles brutes
- Entreprises d'assurance disposant d'un agrément pour les activités Responsabilité Civile, Crédit ou Caution
- Entreprises d'assurance avec caducité de l'agrément constaté après le 1<sup>er</sup> janvier 2016 (tant que les engagements n'ont pas été payés ou transférés)
- Entreprises d'assurance sollicitant un agrément pour une activité dont les prévisions dépasseront les conditions (voir (\*) ci-dessus)
- Entreprises d'assurance exerçant en libre prestation de services sur le territoire
- Les unions d'entreprises d'assurance mutuelles pour lesquelles une réassurance totale assure une caution solidaire



Les entreprises non soumises à Solvabilité II devront être a minima en mesure de justifier au régulateur l'évaluation des éléments suivants (R. 331-1) :

- Les provisions techniques suffisantes au règlement des engagements pris ;
- Les postes du passif correspondant aux créances privilégiées ;
- Les dépôts de garantie des agents, assurés et des tiers ;

- Une réserve d'amortissement des emprunts ;
- Une provision de prévoyance pour ses agents et employés.

Le reste des exigences propres à ces entreprises est modifié dans l'article 8 du décret.



### Spécificités des RPS et IRP

Pour les entreprises d'assurance exerçant les opérations de Retraite Professionnelle Supplémentaire (RPS - L. 143-1) et les Institutions de Retraite Supplémentaire (IRP - L. 310-14), l'évaluation de leur solvabilité s'effectue, jusqu'au 31 décembre 2019, selon des modalités précisées en décret.

Sur cette période transitoire, c'est l'article R. 352-28 qui précise les dispositions évoquées ci-dessus. Le SCR est calculé en prenant en compte les risques

quantifiables sauf ceux provenant de l'activité RPS et/ou IRP pour lesquels il existe une comptabilité auxiliaire d'affectation. Pour chaque comptabilité auxiliaire, il est calculé une exigence minimale de marge de solvabilité. Celle-ci se calcule conformément aux règles en vigueur sous Solvabilité 1. Des états quantitatifs spécifiques sont à transmettre à l'ACPR.



## LES MODIFICATIONS IMPACTANT LE CODE DE LA MUTUALITÉ ET LE CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE



### Dispositions spécifiques aux groupes

La notion de groupe prudentiel est nouvelle dans le code de la mutualité, et apparaît via la création de l'article L. 211-13.

La notion de groupe prudentiel a été introduite dans l'article 212 de la Directive 2009/138/CE. Dans le cadre de la transposition de la directive Solvabilité II en droit français, l'article L.356-1 du code des assurances a été créé afin de transposer cette définition. Or dans le code de la mutualité, il n'y a pas eu de transposition explicite de l'article 212. Seule une référence à l'article L.356-1 du code des assurances a été citée : le code de la mutualité a ainsi retenu comme définition des groupes prudentiels celle donnée dans l'article L.356-1 du code des assurances.

L'ACPR a précisé le 2 juillet 2015 les conditions d'application des groupes « prudentiels » aux mutuelles :

- Les sociétés de groupe d'assurance mutuelle (SGAM), les unions mutualistes de groupe (UMG) et les sociétés de groupe assurantiel de protection sociale (SGAPS) :
  - Elles sont constituées dans le but notamment de gérer des liens de solidarité financière importants et durables entre les affiliées, liens explicités dans les statuts et contractualisés par une convention d'affiliation. La transposition en droit français de la directive Solvabilité II a renforcé les pouvoirs que doivent exercer ces structures

sur les organismes affiliés ; elles doivent ainsi posséder des pouvoirs de contrôle et de sanction à l'égard des organismes affiliés, pouvoirs définis statutairement. Des dispositions transitoires s'appliquent toutefois aux structures créées avant le 2 avril 2015, date de la publication de l'ordonnance de transposition.

- Les groupements d'assurance mutuelle (GAM), unions de groupe mutualiste (UGM) et groupements assurantiels de protection sociale (GAPS) :
  - Ils ont pour objet de faciliter et de développer les activités de leurs membres. Ces structures ne sont pas soumises à ces obligations renforcées et ne constituent pas des structures de groupe prudentiel. En particulier, elles n'ont pas le droit de mettre en place des liens de solidarité financière importants et durables ni d'exercer une influence dominante sur leurs adhérents.

Les groupements de mutuelles existants bénéficient d'une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2017 pour répondre aux exigences d'un groupe prudentiel.

Un groupement assurantiel de protection sociale (GAPS) peut être constitué par :

- Au moins deux institutions de prévoyance ou unions d'institutions de prévoyance ;
- Au moins une institution de prévoyance ou union d'institution de prévoyance et un autre organisme assureur à gestion paritaire.

Peuvent adhérer à un GAPS d'autres organismes tels que des mutuelles régies par le livre II du code de la mutualité, des sociétés d'assurance mutuelle ou d'autres organismes d'assurance à gestion paritaire.

Un GAPS peut être transformé en société de groupe assurantiel de protection sociale (SGAPS) sans donner lieu à dissolution ni à création d'une personne morale nouvelle.

Une SGAPS doit compter au moins deux organismes affiliés dont l'un au moins est une institution de prévoyance ou une union régie par le livre 9 du code de la sécurité sociale.

## **Système de gouvernance des mutuelles**

La gouvernance des mutuelles telle qu'introduite par l'article 14 de l'ordonnance n°2015-378 du 2 avril 2015 permet d'assurer une gestion saine et prudente de l'activité des mutuelles. Elle repose sur les principes suivants :

- Séparation claire des responsabilités ;
- Définition des fonctions clés ;
- Élaboration et mise en œuvre de politiques et de procédures écrites pour la gestion des risques, le contrôle interne, l'audit interne, l'externalisation et la rémunération.

Les mutuelles ou unions de mutuelles doivent être dirigées par au moins deux personnes : le président du conseil d'administration et le dirigeant opérationnel. Le dirigeant opérationnel est nommé

par le conseil d'administration et ne peut être un administrateur.

Les 4 fonctions clés sont définies dans l'article L211-12 du code de la mutualité. Les mutuelles ou unions doivent désigner les responsables des fonctions clés qui sont placés sous l'autorité du dirigeant opérationnel.

Toute nomination ou renouvellement des dirigeants et des responsables des fonctions clés doit faire l'objet d'une notification à l'ACPR.

Les exigences relatives au système de gouvernance des institutions de prévoyance ne sont pas différentes de celles des mutuelles et sociétés d'assurance (fonctions clés, politiques écrites, etc.).



## Informations obligatoires à transmettre à l'ACPR et au public

Les rapports réglementaires à fournir par les entreprises régies par le code des assurances mutuelles du livre II sont les mêmes que pour les

Le marathon réglementaire de cette dernière année s'est donc achevé au printemps en laissant quelques dernières zones d'ombre derrière lui, notamment concernant les contrats de retraite en points (L. 441). A ce stade il n'est plus attendu d'évolution réglementaire avant l'année prochaine puisque les RTS – *Regulatory Technical Standards* – seront ouverts à la consultation publique en cours d'année 2016.

La formule standard ne sera elle réétudiée par les instances européennes qu'à partir de 2017 au plus tôt.

Ce « temps mort » réglementaire permettra aux assureurs et mutuelles de continuer les travaux entrepris ces derniers mois, notamment concernant le positionnement de la fonction actuarielle ainsi que la rédaction des politiques écrites.

Publication réalisée par Damien Perez, Manager Actuariat Conseil - Practice Leader Solvabilité II, avec la collaboration du Pôle de Compétence Solvabilité II Optimind Winter.

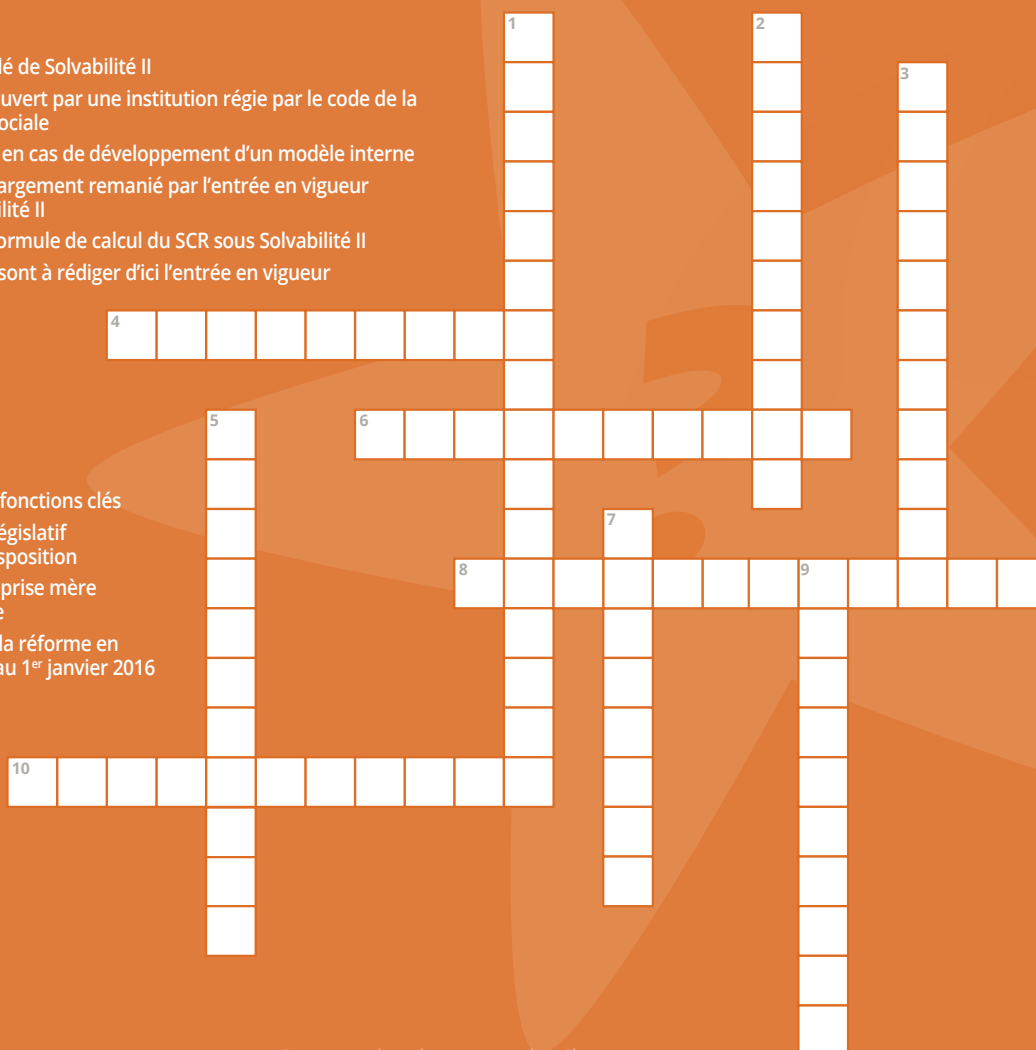


### Vertical

1. Principe clé de Solvabilité II
2. Champ couvert par une institution régie par le code de la Sécurité sociale
3. Nécessité en cas de développement d'un modèle interne
5. Système largement remanié par l'entrée en vigueur de Solvabilité II
7. Dit de la formule de calcul du SCR sous Solvabilité II
9. Plusieurs sont à rédiger d'ici l'entrée en vigueur

### Horizontal

4. L'une des fonctions clés
6. Véhicule législatif de la transposition
8. Une entreprise mère en est une
10. Sujet de la réforme en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016



Retrouvez les réponses en dernière page.



## La Practice Optimind Winter //

Structurée pour une couverture matricielle des besoins en expertises liés à nos interventions, notre Practice est construite autour de 10 Pôles de Compétence Optimind Winter, mêlant :

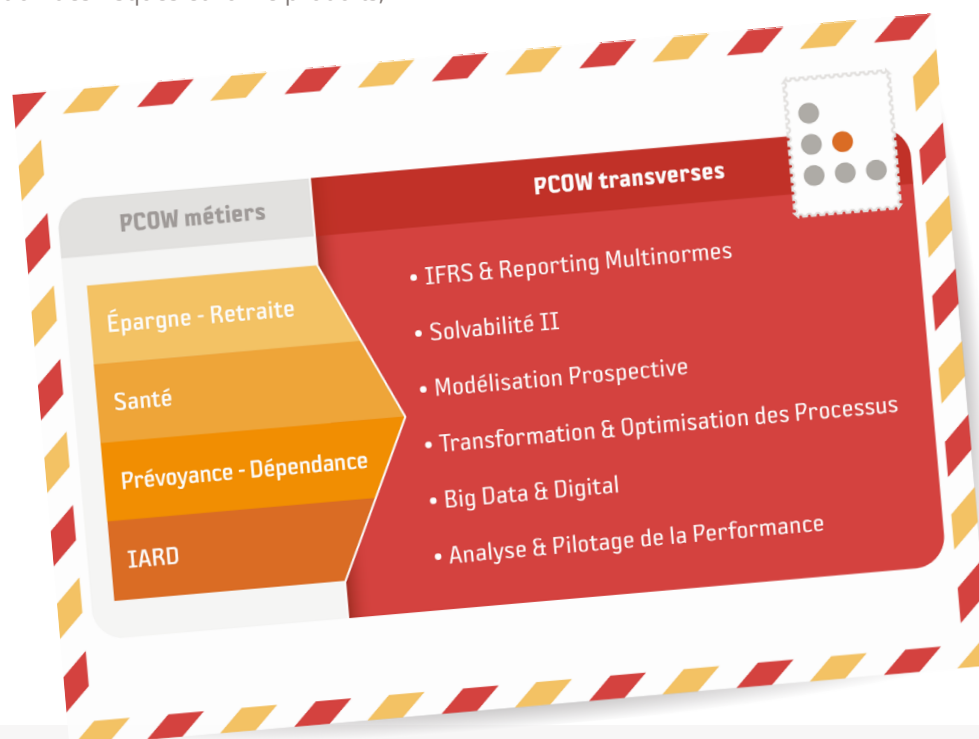
- Expertises et savoir-faire produits et systèmes d'information sur les problématiques métiers/ produits.
- Aptitudes transverses nécessaires à l'exercice de notre activité de conseil couvrant l'ensemble de la chaîne de gestion des risques.

Composés chacun de 10 à 15 managers et consultants de séniorités diverses, ces Pôles :

- assurent la veille réglementaire, le suivi de la presse spécialisée et identifient les sujets émergents,
- étudient l'impact des réformes sur les processus de gestion des risques et l'offre produits,

- participent à nos efforts de R&D et d'innovation et aux projets internes Optimind Winter,
- contribuent à la valeur ajoutée apportée par nos consultants au cours de leurs interventions en leur permettant de disposer d'un support expert et d'un accompagnement méthodologique,
- contribuent à la préparation de nos communications, événements et formations.

Chaque PCOW est encadré par un Practice Leader qui est le garant des travaux réalisés par son Pôle et le porte-parole d'Optimind Winter sur son domaine d'expertise. Accompagné ou non d'un animateur, le Practice Leader encadre les membres de son PCOW et dispose d'une latitude importante quant à l'organisation de leurs travaux.



# optimind winter.::

Leader de l'Actuariat Conseil et de la Gestion des Risques



Actuariat Conseil



Protection Sociale



Risk Management



Finance & Performance



Business Transformation



Digital

Pour plus d'informations, rendez-vous sur notre site [www.optimindwinter.com](http://www.optimindwinter.com)

### Vos contacts /

Éric Gaubert / directeur du développement / [eric.gaubert@optimindwinter.com](mailto:eric.gaubert@optimindwinter.com)

Emmanuel Berthelé / actuaire - responsable Practice / [emmanuel.berthele@optimindwinter.com](mailto:emmanuel.berthele@optimindwinter.com)

T / +33 1 48 01 91 66

Optimind, SAS au capital de 400 950 euros, 46 rue La Boétie - 75008 PARIS. Siret : 418 861969 00099 - Code APE : 7022Z.

Document commercial à caractère non contractuel. Tous droits réservés. Reproduction interdite sans l'autorisation de la société Optimind SAS. Réalisation : Optimind Winter. Crédit photo : Shutterstock



1. proportionnalité / 2. prévoyance /  
3. approbation / 4. actuariat /  
5. gouvernance / 6. ordonnance /  
7. standard / 8. participante /  
9. politiques / 10. solvabilité